

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICTOM DU MARSAN

chemin de macy
40000 Mont-De-Marsan

Références : -

Code AIOT : 0005201735

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SICTOM DU MARSAN implanté chemin de macy 40000 Mont-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICTOM DU MARSAN
- chemin de macy 40000 Mont-de-Marsan
- Code AIOT : 0005201735
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une ancienne déchetterie exploitée par le SICTOM qui a été restituée à la commune de Mont-de-Marsan (propriétaire du terrain). Le site a cessé son activité de déchetterie du SICTOM en 2020 et, depuis août 2024, la mairie réutilise le site en tant que déchetterie interne. Cette dernière n'est pas déclarée à ce jour.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Situation administrative - Déclaration	Code de l'environnement du 16/09/2025, article R. 512-47 et D. 543-281	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation - Mise en sécurité	Code de l'environnement du 16/09/2025, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Cessation - Usage futur	Code de l'environnement du 11/09/2025, article L. 512-12-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site semble avoir été restitué dans des conditions garantissant la protection de l'environnement et des personnes. Le site doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration par la commune de Mont-de-Marsan.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation - Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2025, article R. 512-66-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Cessation
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :

- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;

- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Constats :

Le SICTOM a fourni un dossier de cessation par courrier du 13/04/2021 pour une cessation de l'activité déchetterie depuis le 02/11/2020. Le dossier indique les modalités de gestion des différents types de déchets et leur filière d'élimination. Le dossier mentionne en particulier que les déchets ont été évacués vers des filières agréées.

Le dossier indique que le local gardien sera maintenu, ce qui a été constaté sur site le jour de l'inspection.

Les quais sont sécurisés par des barrières.

Les abris pour les fûts, colonnes à verre et papier ont été enlevés fin novembre 2020.

Le site est clôturé. Le portail mentionne une interdiction d'entrée au public.

Le SICTOM indique que le bail a été rompu et le terrain a été restitué à la commune de Mont-de-Marsan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation - Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/09/2025, article L. 512-12-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Cessation
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.
Constats : Le site a été restitué à la commune de Mont-de-Marsan conformément à ce qui a été décrit dans le dossier de cessation d'activité. Le SICTOM indique que le bail a été rompu. Aucun déchet relevant de l'ancienne activité n'est présent sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative - Déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2025, article R. 512-47 et D. 543-281
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée : <u>Article R. 512-47 du Code de l'environnement</u> I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. II. - Les informations à fournir par le déclarant sont : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ; 3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ; 4° Si l'installation figure sur les listes mentionnées au III de l'article L. 414-4, une évaluation des incidences Natura 2000 ; 5° Le cas échéant, la mention des demandes d'autorisation ou des déclarations déjà déposées pour l'installation au titre d'une autre législation, avec la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente, ou des demandes d'autorisation ou déclarations que le déclarant envisage de déposer pour cette même installation avec la mention de l'autorité compétente. III. - Le déclarant produit : - un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ; - un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus. IV. - Le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles et des émanations de toute nature ainsi que de gestion des déchets de l'exploitation sont précisés. La déclaration mentionne, en outre, les dispositions prévues en cas de sinistre.

V. - Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.

Article D. 543-281 du Code de l'environnement

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets. Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation. Sur demande de l'autorité compétente ou du représentant de l'État, tout producteur ou détenteur de déchet visé par la présente section et par la section 13 du présent chapitre est tenu de réaliser un audit par tiers indépendant, afin d'attester du respect des obligations prévues par la présente section ou par la section 13 du présent chapitre. Cet audit est réalisé dans un délai de deux mois. Le rapport d'audit est transmis dans un délai de quinze jours à l'autorité compétente ou au représentant de l'État.

Constats :

Depuis août 2024, la ville de Mont-de-Marsan réutilise le site en tant que déchetterie interne. Cette déchetterie (non ouverte au public) accueille les déchets des services de la ville ainsi qu'une partie des déchets générés par l'agglomération et collectés par les services de la ville : ferraille, déchets de balayeuses, gravats des chantiers internes, palettes, cartons de la cuisine centrale, déchets verts, collecte d'encombrants à la demande et abandonnés, déchets issus des opérations de nettoyage de la ville, ...

Le site accueille 5 bennes de 30 m³ (soit 150 m³) : ferraille, déchets de balayeuses, bois, carton, gravats. Du sel et de l'enrobé sont entreposés sous bâche. Des casiers accueillent également des matériaux de construction et des déchets verts.

Cette activité relève de la rubrique 2716 et n'est pas déclarée. Les déchets des différents services de la ville sont regroupés avant d'être expédiés vers des filières de valorisation ou d'élimination.

Les bennes du site présentent des déchets en mélange et non triés :

- nombreux D3E dans la benne ferraille : réfrigérateur, tour d'ordinateur, fours, micro-ondes, grille pain, cumulus, etc. ;
- mobilier dans la benne bois ;
- des tapis et fauteuils dans la benne cartons.

Le tri n'est pas assuré sur le site et les déchets sont expédiés en mélange. L'obligation du tri 7 flux n'est pas respectée.

Les personnels rencontrés sur site ne sont pas en mesure d'indiquer précisément les volumes de déchets traités. Néanmoins, ils indiquent conserver les bons de livraison et facturation des différents exutoires pour leurs déchets.

Deux RIA sont présents sur site et alimentés par le réseau AEP. Ils permettent d'atteindre les zones de stockage déchets verts et les bennes.

L'exploitant indique que le site est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures, sans que ce dernier n'ait fait l'objet d'un curage depuis sa mise en service.

L'ensemble du site est relié au réseau d'eaux usées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le site accueille désormais un centre de transit de déchets internes à la ville de Mont-de-Marsan et à l'agglomération. Aussi, il est demandé à la commune de Mont-de-Marsan de régulariser sa situation en procédant à une déclaration de son activité relative à la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées (déclaration à effectuer en ligne sur <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>).

L'exploitant :

- procède, sous trois mois, à un récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (consultable sur <https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-060618-relatif-prescriptions-generales-applicables-installations-transit-1>)
- et fait réaliser, au plus tard sous six mois, un contrôle périodique de ses installations par un organisme de contrôle agréé tel que prévu par les articles R. 512-55 à R. 512-59 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois